

Le grand jeu en Asie centrale

Septembre 2005

En mars 2005 le président kirghize était renversé par la « révolution des tulipes », un coup d'Etat populaire et démocratique semblant s'inscrire dans la continuité de la « révolution orange » en Ukraine et de la « révolution des roses » en Géorgie. De nombreux observateurs occidentaux prédisaient alors que, suivant l'exemple kirghize, les régimes autoritaires d'Asie centrale allaient être balayés par une vague de « révolutions de couleur ». Aujourd'hui, cette vague de démocratisation tarde à se propager et il convient de revenir sur les facteurs pouvant expliquer ces transitions démocratiques. Si ces « révolutions de couleur » ont vite été interprétées à travers le prisme d'une « nouvelle Guerre Froide » (certains n'hésitant pas à ressusciter la lecture doctrinale de l'époque : du « containment » à « l'effet de dominos »), il importe cependant de remarquer que les tenants et les aboutissants sont certainement plus stratégiques et économiques que réellement politiques.

L'Asie centrale : un enjeu géopolitique

Les deux grands adversaires de la Guerre Froide se sont en effet lancés dans un nouveau « Grand jeu » asiatique, une rivalité indirecte pour le contrôle de l'Asie centrale. D'un côté, les Etats-Unis qui, par le biais indirect des ONG, prônent la démocratisation des anciennes républiques soviétiques, leur libération de la tutelle russe. De l'autre, la Russie qui contrôle de fait son « Etranger proche » et tient à conserver sa place prédominante dans la région.

On peut analyser l'engagement des Américains en Asie centrale comme le résultat d'un triple volonté :

1. **Une volonté géopolitique** : promouvoir une Asie centrale libérée du giron exclusif russe et de l'influence éventuelle des Iraniens.
2. **Une volonté économique** : diversifier ses sources d'approvisionnement énergétiques (pétroliers et gaziers) et de ne pas limiter sa dépendance aux seuls puits du Moyen-Orient.
3. **Une volonté idéologique** : propager, suivant la doctrine néo-conservatrice, les valeurs démocratiques américaines.

Cette volonté américaine s'appuie sur des moyens financiers importants, lesquels sont diffusés à travers un système assez développés d'ONGs.

De leur côté, les Russes peuvent compter sur une solide base démographique (les Russes composent encore une part importante de la population de ces Etats centrasiatiques) ainsi que sur des élites formées dans un même moule soviétique et majoritairement pro-russe. De même, les structures économiques restent majoritairement tournées vers la Russie, voire (dans le cas des raffineries kazakhs par exemple) contrôlées par des compagnies russes.

La mainmise russe sur l'Asie centrale est donc à la fois historique, structurelle et quasi-naturelle (l'espace centrasiatique se trouvant enclavé, coincé entre des montagnes à l'Est et des zones

géopolitiquement instables au Sud et à l'Ouest), et les Etats-Unis peuvent *a priori* difficilement s'y imposer, sinon par la puissance de leurs moyens financiers et la force de leur réseau d'ONG.

Sur le plan de la transition géopolitique, l'émergence de l'Asie centrale remet en cause l'équilibre géopolitique du sous-système régional du continent eurasiatique. Les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, notamment à travers leurs suites en Afghanistan et leurs implications indirectes en Asie centrale, viennent renforcer cette analyse.

Mais il semble surtout que, à l'image de sa position géographique transitoire, à l'interface de grands espaces continentaux, l'Asie centrale soit aussi à un moment de transition politique

Le théâtre de jeu : données endogènes

Les pays d'Asie centrale ont en commun un même passé soviétique, lequel leur a laissé, après leur accession à l'indépendance, une classe dirigeante issue du même terreau et de la même logique d'appareil. Il n'est donc pas surprenant que la transition politique post-soviétique se soit apparentée, non à une démocratisation, mais à un passage d'une logique totalitaire à une logique autoritaire. Cet autoritarisme se justifiait en outre par la nécessité, pour ces jeunes Etats, de construire une Nation solide sur des fondements historiques et culturels assez faibles (morcellement ethnique de la population, histoire nationale quasi-inexistante ...).

Cependant, ce passé commun ne suffit pas à ériger la « révolution des tulipes » kirghize en un modèle applicable à tous les Etats d'Asie centrale. Le Kirghizistan avait en effet ceci de particulier que le régime, en dépit de sa nature autoritaire avait engagé le pays dans une voie de « modernisation de rattrapage », ce qui a donc permis le développement d'une société civile contestatrice. Cette volonté de modernisation se retrouve aussi au Kazakhstan, où le président Nazarbaev essaie de concilier autoritarisme et réformes structurelles, mais est inexistante dans un Etat comme le Turkménistan où le pouvoir est concentré dans les mains du Turkmenbachi, qui ne montre aucune volonté de changement. De même, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan sont des pays où le facteur islamique joue un rôle important, et où la révolution – si révolution il y a – ne sera sans doute pas une démocratisation mais une islamisation.

Ainsi, les "révolutions de couleur" en Asie centrale ne sauraient être totalement le fruit d'ingénieuses machinations extérieures et de jeux géopolitiques. Elles résultent aussi des particularités propres à la "modernisation de rattrapage" qui concerne la Kirghizie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Turkménie après la chute de l'URSS en 1991. La Kirghizie a été le premier "maillon faible", parce qu'elle était en tête de course. Le Kazakhstan, selon la plupart des spécialistes, sera sans doute le prochain « domino » à tomber... Mais cette vague de « révolution de couleur » est manifestement freinée par un important effet d'apprentissage : l'exemple kirghize a surtout incité les régimes autoritaires à se renforcer, et c'est certainement pour se prémunir contre une éventuelle révolution que le président Nazarbaev vient d'interdire les ONG au Kazakhstan, privant ainsi les Américains de leur principal vecteur de « démocratisation ».